

BROCHETTES À LA SAUVETTE

Vendre, vivre et courir à la gare de Saint-Denis

Par quelques membres du collectif Chouettes Brochettes

De septembre 2017 à juin 2018, la mairie de Saint-Denis (93) a mené de grandes manœuvres sur le parvis de la gare RER. L'ennemi à abattre ? Une foule de vendeurs et vendeuses à la sauvette, presque tou·tes sans-papiers, qui vendaient brochettes, parfums ou vêtements pour survivre. Un groupe d'habitant·es, pas mécontent·es de voir leurs rues déborder de vie, s'est peu à peu organisé pour soutenir celles et ceux que l'administration voulait chasser. Une histoire de courses-poursuites quotidiennes avec la police, de solidarité et de transformations urbaines qui continue aujourd'hui.

Je passais depuis des années à la gare ; je prenais une brochette de temps en temps, et me glissais avec plaisir dans les fumées, au milieu des vendeurs et vendeuses. La plupart du temps, c'était juste histoire de passer par là, boire une bière, manger un bout, et profiter du soleil de fin de journée... Me retrouver en lisière de cette agitation.

Depuis un an j'ai commencé à voir des descentes de police dirigées contre les vendeurs et vendeuses à la sauvette. Une fois, j'ai assisté à une course-poursuite sous le pont derrière la gare, un face-à-face de feintes, de tentatives de s'échapper, finissant par l'arrestation d'un jeune homme.

Auparavant, le principal rapport conflictuel sur la gare, pour moi et mes ami·es, c'était les vagues de contrôles de titres de transport, notamment entre l'automne 2016 et l'été 2017. Les contrôleurs et contrôleuses, les agent·es de sécurité de la SNCF et de la RATP, bien épaulé·es par la police nationale, venaient faire des contrôles massifs en gare de Saint-Denis, bloquant les quatre entrées et sorties, nous poussant à attendre leur départ ou à trouver quelque porte, arbre ou mur permettant une sortie aventureuse.

Je me souviens qu'à l'automne dernier, des ami·es ont commencé à vivre de manière violente l'intensification des descentes de police sur la gare, voyant les marchandises confisquées, des gens se faire contrôler et parfois embarquer. On ressentait la présence policière comme une occupation, un verrouillage de l'espace du parvis de la gare, pour une heure ou plus, parfois plusieurs fois par jour. On s'est alors demandé ensemble comment il était possible d'agir sur cette situation...

Septembre 2017 : le Grand Parvis

« *Qui vous êtes ?* », « *Qu'est-ce que vous faites là ?* » Au début, notre présence à la gare ne suscitait que ce type de questions. On a eu beau expliquer qu'on n'était ni des élu·es ni les membres d'une association, ça ne marchait pas, et donnait lieu aux spéculations les plus fantaisistes. Pas mal des vendeurs et vendeuses nous prenaient pour des flics. Certain·es, même, étaient convaincu·es qu'on était les futur·es habitant·es de la résidence universitaire récemment construite à côté de la gare et que, main dans la main avec la mairie de Saint-Denis, on voulait vider les lieux de son actuelle population. Il y a peu, un ami qui vend des cigarettes nous a avoué qu'il pensait qu'on était envoyé·es par Mélenchon. Nous, on répondait : « *Nous sommes un groupe de personnes qui habitons autour de la gare.* » Cette simple vérité ne satisfaisait personne, et finalement, on s'est résigné·es à être identifié·es comme « les gens de l'association ». C'est à ce titre qu'on est entré·es dans la vie de la gare et dans sa géométrie complexe, tout à la fois réglée et instable.

Si on a fini par s'y glisser, ce n'est pas uniquement à cause des descentes de flics, qu'on avait de plus en plus de mal à supporter. C'est aussi parce que les journaux de nos quartiers nous informaient de l'avancée de plusieurs projets sinistres. À titre d'exemple, la rénovation de la gare RER pour 56 millions d'euros et la construction d'un vaste écoquartier au sud de l'Île-Saint-Denis dont l'un des bâtiments avait déjà été baptisé « *Mayflower*¹ ». Mais surtout, le futur village olympique, destiné à accueillir les athlètes qui s'installeront à Saint-Denis en 2024, et dont la réalisation impliquera une réorganisation complète des alentours.

D'un côté, on avait donc des *speechs* du maire sur le futur radieux de sa ville, des maquettes d'un « smart »-Saint-Denis et des dépenses exorbitantes ; de l'autre, une violence explicite qui s'exerçait au vu de tout le monde, plusieurs fois par jour. Les opérations de police à la gare, dont les cibles étaient non seulement des vendeurs ou vendeuses sans autorisation mais aussi des personnes sans papiers, semblaient s'inscrire dans un processus de nettoyage social et urbain en vue des Jeux Olympiques et l'engloutissement de Saint-Denis dans le Grand Paris.

Livrer bataille au cœur de tous ces enjeux ne s'annonçait pas de tout repos. C'est pourtant avec enthousiasme qu'on s'est mis à fréquenter la gare de plus en plus souvent. On s'attardait au sein des petits attroupements qui se formaient spontanément sur le parvis à chaque descente de police. Pour discuter avec les passant-es et les vendeurs et vendeuses ; pour mieux saisir la manière dont les violences policières et administratives s'exerçaient au quotidien. C'est ainsi que, clope après clope et brochette après brochette, on a fini par grossir cette foule de gens qui se rendent à la gare quotidiennement, pas forcément pour acheter des produits ou prendre leur RER, mais pour le plaisir d'y traîner. On y trouve des habitant-es de Saint-Denis ou d'ailleurs, dont certain-es, pour s'y rendre, se tapent plusieurs heures de transport : cette gare est un point de repère précieux comme peu d'autres autour de Paris.

« La gare, c'est la famille, c'est un peu comme chez moi », répétait Fatou, habituée des lieux et cliente fidèle de certaines vendeuses de la gare. Quand Samba a débarqué à Paris, c'est ici qu'on l'a dirigé : « Tu connais personne, tu vas à Saint-Denis. C'est la capitale de l'immigration. Je ne savais pas où aller, je dormais dans la rue, et j'ai rencontré des personnes qui m'ont dit de venir ici, que j'allais trouver des gens de ma communauté. Et ça a été le cas. Sur place, les gens de la gare m'ont orienté, hébergé, pour quelques jours, ou quelques semaines. J'avais jamais vu ça à Paris ! »

Fréquenter la gare signifie aussi fuir les endroits où l'on habite sans l'avoir choisi. Ces endroits où, pour différentes raisons, on vit dans l'attente, la solitude et l'ennui. Les Cada (*Centres d'accueil pour demandeurs d'asile*) et les logements de l'Atsa (*Accueil temporaire service de l'asile*) en sont des exemples. Mais aussi tous ces trous typiquement franciliens où le tas d'angoisse est aussi élevé que le prix du loyer. Se rendre à la gare peut signifier fuir sa propre vie et les obstacles qui s'y dressent. Une vendeuse de fruits et de boissons nous a dit une fois : « Aujourd'hui, je vends pas beaucoup, mais c'est pas grave, comme ça au moins, je ne reste pas toute seule chez moi. Je suis bien ici, avec les autres dames et les gens qui passent. »

Les seul-es qui semblaient gêné-es par l'atmosphère de la gare, et surtout par ses parfums et sa fumée, étaient une dizaine de riverain-es qui avaient pris le parti de recouvrir les murs des alentours d'affiches incompréhensibles, représentant des personnes avec des masques à gaz. Leur indignation était sans limite, comme en témoignent leurs

dénonciations : « Aujourd'hui jeudi 9 novembre, un vendeur de matelas. Oui vous avez bien lu. Un mec est arrivé avec un matelas et un sommier pour les vendre » ; « Tout ce qui est illégal est possible à Saint-Denis ».

Octobre 2017 : l'art de l'esquive

Les descentes de police s'intensifiaient de jour en jour, avec une véhémence variable selon les forces déployées. Nassim, vendeur de vêtements, est devenu expert en typologie policière : « La police municipale passe depuis toujours. Mais les policiers qui sont là maintenant sont trop nombreux. À mon avis, ils ne sont pas tous de Saint-Denis. Je suis à la gare depuis un an, je connais les têtes des policiers d'ici, je vois qu'il y en a d'autres. Il y a aussi les "Bobignys" [police nationale]. Eux aussi sont nombreux, maintenant. Sinon, quand il fait chaud, tu as aussi les policiers en vélo. »

Ces divers corps de police semblent avoir chacun leur rôle : « Des fois, la police passe juste en voiture, sans chasser les gens, continue Nassim. Ils roulent très vite sur le parvis pour nous faire peur, et quand ils descendent, si c'est la municipale, ils prennent les bagages avec les marchandises, et les mettent des fois dans un camion. Et là, tu es sûr que tu ne les verras plus, tes bagages, avec la marchandise que tu as peut-être payée cher et que tu comptais vendre dans la journée, ou la semaine. La municipale s'occupe aussi de poursuivre les gens qui ont les caddies avec les brochettes et de les attraper. Quand il y a la nationale, ça peut être brutal, ça dépend de la chance. Des fois, ils menottent les gens. Quand ils t'attrapent, ils t'amènent au poste. Le pire, c'est qu'ils visent les gens qui sont un peu lourds, qui ne peuvent pas courir, ou les personnes un peu âgées, tout simplement parce qu'elles sont plus faciles à attraper. Il y a aussi des moments où il y a des embuscades. Là, police nationale et municipale travaillent ensemble. Ils bloquent tous les coins de la gare en voiture et à pied, et nous encerclent. Les gens paniquent, et les policiers les attrapent. »

Pour faire face aux descentes de police, des stratégies se sont mises en place, comme nous le raconte ce vendeur de brochettes : « Pendant que tu vends, il faut que tes yeux tournent, tout le temps. Si tu es à la gare depuis un moment, tu connais les coins d'où ils sortent, tu sais où regarder. Et une fois que tu les vois, tu alertes d'abord les gens à côté de toi. Moi, je fais beaucoup ça, il faut se faire un peu agent de sécurité. Et petit à petit, comme d'autres les ont vus aussi, toute la gare le sait et commence à courir. Si on voit que ça bouge, on ne cherche pas à comprendre, on bouge ou on se cache, selon les produits qu'on vend et la position où on est. Si c'est pas toi qui les vois d'abord, ce sera un autre qui te prévient, il y a de la solidarité dans ces moments-là.

Les policiers déboulent et courent vite. Et nous aussi, on court, sauf qu'on a les caddies avec nous, et entre les tramways, les gens qui passent et les autres qui s'enfuient, c'est pas facile. Des fois, on arrive à éteindre le feu [qui fait cuire les brochettes dans les caddies]. Des fois, on n'y arrive pas et on court avec. Ça peut être très dangereux. Mais on ne laisse pas le caddie, sauf si on n'a vraiment pas de solution.

Ce qui est pratique au moment de l'arrivée des policiers, c'est qu'ils ne connaissent pas la plupart de nos langues. Alors nous, on crie dans nos langues à nous, sans qu'ils et elles puissent comprendre. Ça doit les énerver, je pense. »

Novembre 2017 : se trouver

Plus on causait avec les vendeurs et vendeuses, plus on avait envie de se réunir avec elles et eux, comme le suggéraient certain·es depuis un moment, prônant l'élaboration d'une stratégie collective pour faire face à la répression. On a commencé par se réunir dans la rue, juste à côté de la gare ; puis, pour déjouer les aléas de la météo, on a déplacé nos rencontres : sous un porche, dans le réfectoire d'un foyer et enfin dans un local associatif. Les premières réunions se sont avérées être avant tout des moments de libération de la parole, de décharge et recharge émotives : le partage des ressentis n'était plus limité à un coin de la gare, ni à la confusion de l'après-rafle ou à un cercle de personnes qui vendent souvent les mêmes marchandises, et sont souvent de la même nationalité. Une circulation d'expériences, d'inquiétudes et d'astuces était alors possible, hors des préoccupations de la vente et du stress qui l'accompagnait. Les différents récits se croisant, un cadre plus général commençait à se dessiner, et une analyse de la situation se précisait. « *Nous sommes presque tous sans-papiers, c'est pour ça que les policiers nous visent, résumait Nassim, parce que si tu as tes papiers, les "Bobignys" te relâchent automatiquement. Ce qu'ils cherchent, c'est les personnes irrégulières. On l'a tous vu : si tu montres pas tes papiers, ils te menotent et t'embarquent dans le camion, directement à Bobigny. Ils veulent qu'on quitte le territoire.* »

Entre-temps, la préfecture poursuivait ses objectifs d'expulsion chiffrés, reçus du ministère de l'Intérieur, et les élus locaux parlaient de la vente à la gare en termes de « problème d'insécurité », de « violences » et de « criminalité ». Déjà en juin 2017, la mairie et la préfecture du 93 concluaient un accord pour que les polices nationale et municipale effectuent des « *opérations anti-vente à la sauvette* ». L'adjoint en charge de la tranquillité publique de Saint-Denis expliquait alors qu'il s'agissait de « *se réapproprier l'espace public pour le pacifier*² ».

Décembre 2017 : une embuscade historique

Au cours de nos réunions, des hypothèses de riposte aux opérations policières commençaient à émerger. Parmi celles-ci, un réflexe militant : l'idée d'un rassemblement sur le parvis de la gare. Alors que cette idée circulait dans les esprits, un événement a accéléré les choses. Le 6 décembre, sous les yeux des nombreuses personnes rassemblées en soutien aux grévistes d'Onet³, une embuscade menée par la nationale, la municipale et la BAC a abouti à une arrestation en masse.

Quand la rafle a commencé, une grande partie de la foule présente a accouru vers les policier·es déployé·es en cercle autour des personnes arrêtées – leur formation habituelle pour ce genre d'opérations. Des slogans hostiles ont alors commencé à fuser pour libérer les personnes contraintes d'attendre, assises par terre, devant les fourgons censés les emporter au commissariat.

Face à l'urgence de la dizaine d'OQTF (Obligation de quitter le territoire français) qui ont été remises ce soir-là, une nouvelle réunion a été organisée quelques jours après. À cette occasion, des riverain·es et certain·es membres de collectifs dionysiens ont commencé à se charger de tâches spécifiques, dont le suivi juridique des situations des vendeurs ou vendeuses ayant reçu des OQTF. À la fin de cette réunion, nous avons finalement tranché sur l'idée d'un rassemblement.

Le vendredi suivant, nous revoilà sur le parvis de la gare, où l'arrivée de la police a donné lieu à bien autre chose qu'à plusieurs fuites individuelles. Les confiscations habituelles de marchandises, et les tentatives d'arrestation amorcées par les policier·es ont poussé certain·es vendeurs et vendeuses à s'emparer d'une banderole qui était censée orner notre barnum. Avec les vendeurs et vendeuses en tête, la banderole à la main, nous avons improvisé un bref défilé qui a escorté une voiture de police hors du parvis jusqu'au croisement de deux lignes de tramway, temporairement bloquées par une foule bruyante et dansante.

Entre-temps, l'ancien commissariat de la gare était décoré d'affiches jaunes et violettes clamant « *Des vendeurs à la sauvette plutôt que des fourgonnettes* ». La suite s'est déroulée au son d'une enceinte et à la chaleur d'un brase-ro, encore tou·tes plein·es de la sensation d'avoir été fort·es ensemble, face à la police.

Janvier 2018 : qu'est-ce qu'on veut ?

Porté·es par ce sentiment, nous avons dans la foulée organisé une manif, qui a traversé Saint-Denis, de la gare jusqu'à la mairie. C'est à cet endroit que, devant une ligne fortuite de policiers – qui se trouvaient là non pas pour contenir notre avancée mais pour participer à une cérémonie officieuse par le maire – plusieurs vendeurs et vendeuses

ont pris la parole les un-es après les autres, en s'arrachant presque le mégaphone des mains. *« Moi, je connais pas les lois de France, c'est trop pour moi. Nous, on est des blé-dards, on connaît pas ça. Mais j'ai entendu plusieurs fois : la France, c'est liberté égalité fraternité. Mais nous, on sait pas, on connaît pas. Peut-être qu'il y en a, mais pas pour nous. »*

On était bien ensemble, ce soir de décembre. Marcher en nombre, occuper des espaces familiers, les investir de bruit et de slogans débiles, c'est toujours un plaisir. Mais les manif et leurs suites sont aussi des moments où l'on se compte et se rend compte des limites, des manques. Plusieurs vendeurs et vendeuses n'étaient pas là ce soir, ayant préféré bosser jusqu'à tard, comme d'habitude. Et tout en composant une belle foule encombrante de deux cents personnes, on ne peut pas non plus dire que tout Saint-Denis était descendu dans la rue pour manifester.

Certain-es d'entre nous s'interrogeaient sur la forme de nos actions ; d'autres sur leur portée politique. Quelques-un-es trouvaient que le défilé traditionnel, aboutissant aux sièges du pouvoir, nous avait finalement enfermés et refroidis ; d'autres considéraient logique d'aller gueuler devant la mairie, la régularisation étant l'objectif premier de la quasi-totalité des vendeurs et vendeuses.

Tout cela reflétait une incertitude quant aux stratégies à adopter : fallait-il tenter de s'opposer frontalement aux descentes de police ou bien entamer un processus de discussion avec la mairie de Saint-Denis ? Parmi les problématiques de logement, d'emploi et de régularisation, quelle était la plus urgente ?

Février 2018 : l'Empire contre-attaque

Pendant que ces questions nous agitaient, certain-es ont tenté d'ouvrir un dialogue avec la mairie. Les réunions suivantes ont ainsi été consacrées à la laborieuse rédaction collective d'une lettre adressée au maire de Saint-Denis, où nous pointions du doigt sa politique répressive et demandions notamment l'arrêt de la remise d'OQTF, ainsi qu'un rendez-vous avec un groupe de vendeurs, vendeuses et habitant-es de Saint-Denis.

Entre-temps, si les policier-es parvenaient indéniablement à gâcher la vie de tout le monde, leur présence ne réussissait pas pour autant à vider le parvis. De leur côté, les élu-es n'en démordaient pas. Nous apprîmes en effet que, dans un courrier adressé au ministre de l'Intérieur, les maires de Saint-Denis et de l'Île-Saint-Denis avaient demandé des cars de CRS en renfort, qui stationneraient du matin au soir sur le parvis, ainsi que la réouverture de l'ancienne antenne de police sur la place de la gare. Dans le même temps, une campagne d'affichage municipale était lancée, visant à stigmatiser les vendeurs et vendeuses, et à culpabiliser leurs client-es.

Notre lettre demandant l'arrêt de la répression, ignorée deux mois durant, a enfin reçu une réponse sous la forme d'un courrier assez sec, où le maire nous informait qu'aucun pas en arrière ne pourrait être fait, en raison de la *« nocivité et provenance douteuse des articles vendus »*, de la *« concurrence déloyale vis-à-vis des commerces »* ainsi que des *« attroupements gênants sur l'espace public »* et du *« dégagement d'odeurs et de fumées importunes »*. Des torts sans doute assez graves pour justifier qu'on commande aux agent-es de police nationale et municipale d'entamer, quasi quotidiennement, de dangereuses courses-poursuites avec des personnes qui travaillent dans des conditions suffisamment dures, et qui ont déjà fui assez de violences avant d'arriver à Saint-Denis – notamment lors de leurs parcours de migration.

Dans ce même courrier, il nous orientait vers un dispositif de la mairie qui fabrique des structures mobiles de cuisine de rue – initiative réservée à des personnes ayant déjà leurs papiers, soit seulement cinq vendeurs et vendeuses sur plus d'une centaine.

Nabou a été parmi les premières à avoir manifesté de l'intérêt pour ce dispositif. *« Moi, c'est ça mon travail : cuisiner chez moi, vendre dehors. Je faisais ça dans mon pays, et je veux continuer ici. Parce que c'est ça que je sais faire le mieux. »* Et de nous expliquer : *« J'ai grandi dans une grande famille, donc j'aime faire des liens entre les gens, en cuisinant par exemple. Pour moi la gare, c'est un lieu de travail, mais on se donne la main aussi, on est solidaires. On crée de l'intimité, de la solidarité. »*

Mais Nabou jouit d'une situation que ne partagent pas nombre de ses collègues de rue, comme cela apparaît dans ces autres témoignages :

C'est dur de travailler à la gare. C'est stressant, c'est un stress continu, tu ne peux pas juste travailler : tu dois aussi penser à la police. Si je trouvais autre chose, un travail, n'importe lequel, je quitterais ici. On n'est pas venus en France pour vendre des brochettes.

*

C'est la panique, tous les jours tu paniques, tout le temps. Tu veux juste te mettre en sécurité, tu espères que ça tombe pas sur toi. C'est pas une vie, ça.

*

Moi quand je travaille, j'ai pas de sentiments. Et quand je cours non plus. Si tu as des sentiments, tu travailles comment ? C'est trop, tu ne peux pas. Si tu mets des sentiments là-dedans tu vas galérer, c'est vrai ou faux ? Pas de sentiments. Jusqu'à 22 h.

*

Moi j'ai honte. Ça me fait honte de fuir, ça me fait honte que les policiers courent derrière nous. Et non seulement les policiers te parlent mal, mais tous les passants et les gens qui sont autour te regardent bizarrement, comme si c'était bizarre, comme si c'était une chose jamais vue. Alors que ça se passe tous les jours... Ça me fait honte de travailler ici, comme ça. Mais si je pars, qui paie le loyer ? qui paie les frais ?

« *J'ai pas le choix.* » C'est une phrase qu'on entend depuis le début, et qui nous rappelle pourquoi, tout en restant un endroit précieux, un port sans doute plus accueillant que d'autres, la gare de Saint-Denis représente avant tout, pour la plupart des vendeurs et vendeuses, une contrainte, une sanction. Une halte dans leurs parcours et, d'une certaine façon, une énième frontière. Le point de fuite est hors de cette gare, c'est un permis de séjour, un statut de réfugié-e ou un autre boulot, même non déclaré.

Toutes les personnes que nous avons connues pendant ces mois, d'abord en tant que vendeurs ou vendeuses « à la sauvette », se rapportaient à ce grand parvis, à son marché dangereux et pourtant praticable, comme à une ressource temporaire. C'est peut-être à cause de ça, d'ailleurs, que nos tentatives de nous organiser sur le long terme, pour faire face ensemble à la répression, sont toujours restées inabouties : les vendeurs et vendeuses se projettent ailleurs, bien loin de cette gare et des combats qu'on peut y mener. Cet espace où l'on s'est rencontrés, et qui nous est désormais si familier, serait au final juste un endroit où se poser un peu, le temps d'élaborer de nouveaux projets de vie et de gagner l'argent nécessaire à les faire démarrer.

Il y a comme deux rythmes sur la gare, celui, lent, de l'attente, des procédures de régularisation, des projections et des inquiétudes ; et celui, frénétique, de la vente, de la course et encore de la vente, mais aussi des échanges, des blagues et des bagarres.

Juin 2018 : des food trucks après l'été

Peu avant la première rencontre avec la responsable du dispositif Cuisine de rue, nous avons découvert que de nombreuses associations venaient de recevoir une invitation de la mairie de Saint-Denis, pour qu'elles apportent leur contribution culturelle, cet été, sur la place de la gare. En même temps, la mairie relayait le « Challenge Gare partagée », un appel à projet lancé par la SNCF, mettant à disposition « *un emplacement de 100 m² sur le parvis de la gare pour une offre de commerces et d'animations éphémères (food trucks, flower trucks, animations sportives ou ludiques, etc.)* ».

Voilà, l'été arrive et je ne sais pas trop où on en est. Bientôt, le parvis de la gare sera envahi par des *flower trucks*, paraît-il, et des animations dites éphémères - je ne vois pas trop ce que ça peut vouloir dire... des ombres chinoises, peut-être.

Entre-temps, mes ami-es s'aventurent dans les méandres de Cuisine de rue. C'est bien sympa, mais je me demande si, en fait, la mairie ne cherche pas simplement à les occuper. D'ailleurs si ça aboutit, une frontière sera tracée entre les activités de vente régularisées et tout le reste, d'autant plus exposé à la répression.

Finalement, ce qui fait la richesse de cet endroit, c'est précisément ce flou qui permet à n'importe qui de s'installer sur le parvis et de se l'approprier à sa façon. Brochettes, Marlboro Bled, LycaMobile, maïs chaud, poissons, matelas, baskets, bissap, vélos, musique, matchs de foot. Tout ce qui fait que ce lieu vit.

NOTES

1. Du nom d'un bateaux anglais parti coloniser le Massachusetts, en 1620.

2. « Opération anti-vente à la sauvette », Aziz Oguz, 30 juin 2017, Site du SNPM (Syndicat national des policiers municipaux).

3. Le personnel de cette entreprise de nettoyage ayant cessé pendant 45 jours de nettoyer plusieurs gares d'Île-de-France pour obtenir de meilleures conditions de travail. Leur grève a abouti, entre autres, à l'augmentation de leur prime de repas, qui s'élevait initialement à 1 euro et 90 centimes.